

Cabinet BEC SARL
Serge MENSAH
Commissaire aux comptes

Cabinet tate & associes
Adadé E. T. TOMETY
Commissaire aux comptes

**CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET DE RECHERCHES
DES TRAVAUX PUBLICS (CNERTP)**

Tél. +229 21 31 33 52/46
01 BP. 1270
Cotonou-BENIN

RAPPORT DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2016

Octobre 2017

Sommaire

1. Opinion avec réserve	3
2. Fondement de l'opinion avec réserve	3
3. Responsabilité pour les états financiers	7
3.1. Responsabilité du Conseil d'Administration	7
3.2. Responsabilités de l'auditeur	7
4. Vérifications et informations spécifiques	8

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

A Messieurs les administrateurs,

1. Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décret n° 2016-209 du 04 avril 2016, nous avons effectué l'audit des états financiers de synthèse au 31 décembre 2016 ci-joints du Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics (CNERTP) qui comprennent le bilan, le compte de résultat, ainsi que le tableau financier des ressources et emplois et les états annexés pour l'exercice clos à cette date dont les états financiers sont joints.

A notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints du Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics (CNERTP) donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2016, ainsi que de la situation financière et du patrimoine dudit centre à la fin de cet exercice, conformément au Référentiel Comptable OHADA.

2. Fondement de l'opinion avec réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément au Code d'éthique et de déontologie de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Bénin (OECCA BENIN), et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

- Immobilisations incorporelles et corporelles

A la date de nos travaux, nous n'avons pas obtenu le Procès-verbal d'inventaire des immobilisations au 31 décembre 2016 afin de valider l'existence, l'exhaustivité et la bonne évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles portées au bilan pour une valeur totale brute de **F CFA un milliard sept cent soixante-douze millions cinq cent trente-deux mille cinq cent quarante-deux (1 772 532 542).**

- Immobilisations financières

Nous n'avons pas pu disposer, à la date de nos travaux, des contrats des immobilisations financières (notamment le contrat d'acquisition des titres

immobilisés d'activités de portefeuille pour un montant de **F CFA vingt millions (20 000 000)**.

- **Dette d'exploitation**

Nous n'avons pas obtenu les réponses relatives aux circularisations envoyées aux tiers afin de pouvoir confirmer le solde du compte « Dette d'exploitation » (compte 401). Le solde de ce compte est de **F CFA cent quarante-huit millions deux cent trente-deux mille neuf cent quatre-vingt-sept (148 232 987)**.

- **Secours mutuel**

Le compte « **Secours mutuel** » (compte 4241) enregistre le montant des prélèvements à la source effectués par le Centre sur le compte des salariés et qui permet à ces derniers de porter une assistance à un collaborateur dans une situation particulière. Le solde de **F CFA trois millions quatre cent dix mille sept cent (3 410 700)** correspond à des prélèvements non reversés par le Centre dans la caisse de secours mutuel.

Le montant à prélever est communiqué par le salarié lui-même, puisqu'il n'existe aucun document juridique ou convention qui fixe le montant des prélèvements à effectuer.

Des reversements ont été effectués courant l'exercice 2016 pour un montant de **F CFA six millions cent trois mille quatre cent cinquante (6 103 450)**. Le dernier reversement date du 21 novembre 2016 pour un montant de **F CFA un million trois cent vingt-neuf mille (1 329 000)**.

- **Cotisation syndicale**

Aucune documentation n'a pu être mise à notre disposition pour justifier le solde du compte « **Cotisation syndicale** » (compte 4251). Le solde du compte est de **F CFA quatre cent vingt-trois mille six cents (423 600)**.

- **Autres charges à payer**

Le compte « **Autres charges à payer (compte 4286)** » a enregistré le montant des provisions constituées au titre de l'exercice pour un montant total de **F CFA vingt-six millions trois cent quatre-vingt-dix-huit mille cent quatre-vingt-deux (26 398 182)**.

Les diligences mises en œuvre nous ont permis de constater qu'il a été enregistré sur ce compte, d'une part le montant de la provision constituée pour primes de cadeaux dues aux retraités du Centre au titre de l'exercice 2016, et d'autre part le montant des provisions constituées suite à une revalorisation de la grille salariale des employés conformément au décret N° 2014-292 du 24 avril 2014 portant relèvement du SMIG à **F CFA quarante mille (40 000)**.

Le fait générateur de cette charge n'étant pas encore connu, il ne devrait pas y avoir la constitution d'une provision.

- **Fond National de Retraite (FNR)**

Le compte « **Fond National de Retraite (FNR)** » (compte 4332) enregistre le montant des cotisations FNR pour le compte du Directeur Général (Agents Permanents de l'Etat en détachement). Le détail se présente comme suit :

Année	Montant
Report 2008	983 192
2011 à 2016	723 172
Total	1 706 364

À la date de nos travaux, aucun reversement n'a été effectué courant l'exercice 2016. Le dernier reversement effectué par le CNERTP date de l'exercice 2008.

- **Etat, impôts sur le bénéfice**

Le solde de ce compte, soit **F CFA soixante-deux millions trois cent quatre-vingt-quinze mille sept cent quatre-vingt (62 395 780)** correspond à la dette d'Impôt sur les Sociétés (IS) due par le Centre.

- Il est recommandé au Centre de procéder au reversement de cette dette. **Etat, TVA due**

Les diligences mises en œuvre sur le compte **Etat, TVA due (compte 4441)** nous ont permis de relever qu'il s'agit de la dette de TVA due par le Centre au 31 décembre 2016.

L'audit recommande l'apurement progressif de cette dette qui s'élève à **F CFA six cent soixante-cinq millions sept cent quatre-vingt mille trois cent soixante (665 780 360)**.

Par ailleurs, le tableau de concordance entre le chiffre d'affaires comptabilisé et celui déclaré au titre de l'exercice 2016 présente un écart de **F CFA deux cent cinquante-sept millions quatorze mille huit (257 014 008)**. Le montant de la TVA correspondante est de **F CFA quarante-six millions deux cent soixante-deux mille cinq cent vingt-et-un (46 262 521)**.

La mission recommande au CNERTP de procéder dans les meilleurs délais à la déclaration de ce chiffre d'affaires complémentaire.

- **Etat, TVA source sur règlement client**

Le compte « Etat, TVA source sur règlement client » (compte 44705) enregistre le montant de la TVA retenue à la source par certains clients (notamment les structures de l'Etat).

Après contrôle de ce compte, nous avons noté le défaut d'obtention par le Centre, des quittances de reversement des clients afin de permettre à cette dernière de les déduire. Le détail se présente comme suit :

Année	Montant		Solde
	Débit	Crédit	
2014	21 622 934	-	21 622 934
2015	34 226 207	-	34 226 207
2016	25 333 700	1 780 647	23 553 053
Total	81 182 841	1 780 647	79 402 194

La mission a recommandé au CNERTP la demande et l'obtention desdites quittances auprès des clients concernés.

- **Etat, prélèvement de 1% sur règlement client (compte 4475)**

Il est comptabilisé sur ce compte, le montant des prélèvements sur prestations de services (1%) effectué par les clients. Le détail est le suivant :

Elément	Montant
Retenues de 2014 à 2016	4 440 187

Nos contrôles nous ont permis de constater que le Centre ne dispose pas des quittances de reversement de ces prélèvements. Aussi, avons-nous constaté la non-conformité du libellé du compte.

- **Jetons de présence et autres rémunérations d'administrateur**

La mission a constaté que l'IRPP/RVM prélevé sur la rémunération versée au membre du Conseil d'Administration a été calculé sur la base de l'ancien taux qui est de 18%. Or, conformément aux dispositions de l'article 88 du CGI, le taux normal en vigueur est de 15%.

- **Appointement des agents permanents**

Il a été comptabilisé sur ce compte « **Appointement des agents permanents** » (**compte 66111**), le salaire brut des Agents Permanents de l'Etat (APE) ainsi que l'estimation faite pour la revalorisation de la grille salariale des mêmes APE pour un montant de **F CFA dix-huit millions cent cinq mille sept cent sept (18 105 707)**. Aucune réintégration n'a été effectuée. Or, conformément aux dispositions de l'article 21.5.a du Code Général des Impôts (CGI), la provision pour rémunération n'est déductible que lorsque le salaire est effectivement payé.

3. Responsabilité pour les états financiers

3.1. Responsabilité du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers de synthèse conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers de synthèse, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf s'il a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière du CNERTP.

3.2. Responsabilités de l'auditeur

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

De plus amples détails de nos responsabilités sont présentés en annexe 1 du présent rapport.

4. Vérifications et informations spécifiques

Conformément aux dispositions de l'article 713, nous devons procéder aux vérifications spécifiques sur le rapport de gestion du conseil d'administration.

Malheureusement, à la date de notre audit, il ne nous a été communiqué aucun rapport de gestion conformément aux articles 138 et 140 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et des Groupement d'Intérêt Economique.

En conséquence, nous ne pouvons mettre en œuvre les diligences prévues à cet effet.

Fait à Cotonou, le 20 octobre 2017


Cabinet BEC SARI

Cabinet BEC SARL

Il n'y a pas de signature

Serge MENSAH
Expert-comptable-diplômé
Commissaire aux Comptes
Associé-Gérant

FICADEX – tate & associés


Adadé Tata TOMETY
Expert-comptable & financier diplômé
Commissaire aux Comptes
Associé-Gérant